

Les agents des impôts continuent leurs actions.

Blocage du centre des finances de Tarbes

Les fonctionnaires des finances publiques des Hautes-Pyrénées, s'étaient rassemblés hier, depuis 7 heures du matin, devant le centre des finances publiques de Tarbes, pour protester contre les réformes du service public entreprises par le gouvernement.

Les agents des finances publiques, sous l'impulsion de la CGT, ont entamé depuis quelques semaines une série de mobilisations dans les Hautes-Pyrénées. Après avoir organisé, le 3 mai, «une journée morte» devant la direction des finances publiques à Tarbes, puis après avoir manifesté mercredi 16 mai devant le centre des finances de Lannemezan, les fonctionnaires des impôts ont bloqué toute la journée le centre des finances publiques de Tarbes.

«Faire notre travail correctement, on ne peut plus»

Toute la journée d'hier, une trentaine d'agents, travaillant dans tous les services et originaires tout le département, se sont rassemblés devant la grille d'entrée de l'agence tarbaise pour manifester leur mécontentement pour défendre les services publics de proximité. Les fonctionnaires des finances publiques ont aussi fait signer une pétition aux usagers et ont répondu à toutes leurs questions et demandes de renseignements.



«Je suis géomètre du cadastre et, le problème, c'est que nous ne pouvons plus faire notre travail correctement, témoigne Jean-Marie Lefebvre. Avant, nous étions huit géomètres sur les Hautes-Pyrénées mais maintenant, nous ne sommes plus que six. Bientôt, nous ne serons plus que cinq car nous allons avoir un départ à la retraite qui ne sera probablement pas remplacé. Concernant le Service de la publicité foncière (SPF), nous avons actuellement six mois de retard pour la publication d'un acte. On travaille mal car on n'a pas le temps ni les moyens de faire mieux. On fait de l'abattage, on délivre un impôt grosso modo. Ils veulent tout automatiser dans le but de donner nos missions au privé.»

Didier Vergé, un employé de la mission recouvrement de la trésorerie d'Argelès-Gazost, a vu son service transféré à Lourdes. Pour lui, «le service public est en train de disparaître dans les zones rurales et le public est en train de comprendre la situation».